ARRETE N°0097/MSP/DPHL DU 03 AVRIL 1998 DETERMINANT LES CONDITIONS D'OCTROI D'AGREMENT D'OUVERTURE D'UNE HERBORISTERIE

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

VU La constitution du 12 mai 1996;

VU L'ordonnance n°97-002 du 10 janvier 1997, portant législation pharmaceutique;

VU le décret 93-172/PRN/MSP du 03 décembre 1993, portant attributions du Ministre de la Santé Publique;

VU Le décret n°93-173/PRN/MSP du 03 décembre 1993, portant organisation du Ministère de la Santé Publique;

VU Le décret n°97-301/PRN/MSP du 06 août 1997, fixant les modalités d'application de l'ordonnance n°97-002 du 10 janvier 1997 portant législation pharmaceutique;

VU Le décret n°97-415/PRN du 27 novembre 1997, portant nomination du Premier Ministre;

VU Le décret n°98-328/PRN du 20 décembre 1998 modifiant le décret n°97-417/PRN du 01 décembre 1997, portant nomination des membres du Gouvernement;

VU L'arrêté n°0043/MSP/CAB du 29 avril 1994, portant organisation et attributions de la Direction de la Pharmacie et des Laboratoires;

A R R E T E

Article premier : l'agrément prévu au 2ème alinéa de l'article 89 de l'ordonnance portant législation pharmaceutique est soumis aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : le dossier de demande d'agrément est adressé au Ministre chargé de la Santé Publique. Il doit comporter les éléments suivants :

- une demande signée par le postulant responsable de l'herboristerie dans laquelle il s'engage sur l'honneur à respecter les lois et règlements régissant l'exercice de la profession;
- une copie de la décision d'autorisation d'exercice à titre privé du postulant responsable de l'herboristerie;
- une copie des statuts de l'établissement;
- les nom, adresses, qualifications et expériences professionnelles du postulant responsable de la société ou entreprise;
- l'état de l'effectif du personnel par catégorie socio-professionnelle et les noms et qualifications des principaux cadres;
- une pièce justifiant que le postulant responsable de l'herboristerie est propriétaire ou locataire du local proposé, ou propriétaire du terrain sur lequel la création est envisagée;

- un plan coté des locaux avec adresse (rue, avenue, quartier et le numéro de l'îlot concerné), le tout accompagné d'une brève description de l'aménagement proposé, ainsi qu'une note explicative relative à l'utilisation de ces locaux;
- une autorisation d'exercice des professions non salariés pour les établissements étrangers.

Article 3 : une réponse du Ministre chargé de la Santé Publique doit être notifiée au postulant dans un délai de trois (3) mois. Tout refus doit être motivé.

Article 4 : lorsque le dossier soulève des réserves, celles-ci sont immédiatement notifiées au postulant. Lorsque l'ensemble des réserves mentionnées auront été levées, le postulant peut à nouveau saisir le Ministre chargé de la Santé Publique; dans ce cas le délai prévu à l'article précédent court à partir de la nouvelle saisine.

Article 5 : l'agrément porte le nom du postulant responsable de l'établissement. Un timbre fiscal de 5.000 F est apposé sur tout agrément.

Article 6 : les herboristeries doivent se conformer aux bonnes pratiques de stockage préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Article 7 : toute demande de modification des locaux d'une herboristerie doit faire l'objet d'une autorisation du Ministre chargé de la Santé Publique après avis du Conseil National de l'Ordre. La demande doit être accompagnée du plan des modifications envisagées suivi d'une brève description. L'agrément initial est modifié en conséquence et timbré à 5.000 F.

Article 8 : l'agrément devient caduc, si dans les deux(2) ans qui suivent son attribution, l'établissement n'est pas entré en fonctionnement.

Toutefois, sur justifications présentées par le postulant avant l'expiration du délai ci-dessus mentionné, l'agrément peut être prorogé une seule fois pour une période d'une année.

Article 9 : la cessation d'activité doit être notifiée au Ministre chargé de la Santé Publique par le responsable de l'herboristerie. L'agrément devient alors caduc.

Article 10 : les herboristeries régulièrement installées à la date de publication du présent arrêté au Journal Officiel de la République du Niger sont tenues de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 11 : le Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Médecin Lt. Colonel ALMOUSTAPHA ILLO